

Note de synthèse



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Demande, production et évolution des prix au niveau mondial en 2012/13

Développements politiques de l'UE et secteur du cacao

Tendances et problèmes émergents dans le secteur du cacao

Développements dans les secteurs du cacao d'Afrique de l'Ouest et centrale en 2012/13

Développements dans les secteurs du cacao des Caraïbes et du Pacifique

3. Implications pour les pays ACP

Veiller à ce que les marchés fournissent des revenus nets durables aux producteurs de cacao

Faire face aux normes sanitaires et phytosanitaires et de sécurité des denrées alimentaires plus strictes

Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement internes du cacao en Afrique

Tirer parti de la demande asiatique croissante

Développer une coopération pan-ACP dans les stratégies de commercialisation du cacao fin

Secteur du cacao

1. Contexte et principaux enjeux

Les producteurs ACP sont les leaders mondiaux de la production de cacao, laquelle est concentrée en Afrique de l'Ouest et centrale, le cacao fin/aromatisé étant produit dans les Caraïbes et le Pacifique. Malgré des plans ambitieux visant à développer la production de cacao dans les pays non ACP, ceux-ci sont peu susceptibles à court terme de disputer le rôle dominant joué par les producteurs ACP.

Les prix moyens du cacao ont affiché une reprise au cours des neuf premiers mois de 2012, avant de retomber en février 2013 à des niveaux de prix légèrement en dessous de ceux de décembre 2011, et inférieurs de 36,7 % au record de février 2011. Alors que les conflits politiques en Côte d'Ivoire et les incertitudes subséquentes liées aux politiques de réforme intérieures aurait pu contribuer à soutenir les prix, la stabilisation des cours internationaux du cacao, qui était escomptée après la mise en œuvre des

réformes du secteur du cacao en Côte d'Ivoire, ne s'est pas encore produite.

Même si les entreprises sont inquiètes concernant l'approvisionnement à long terme du cacao, cela ne s'est pas traduit par des prix plus élevés et plus stables. Depuis 2007, la volatilité des prix a été prononcée, mais à une moyenne de prix plus élevée.

Le secteur est confronté à de sérieux défis, à savoir stimuler l'investissement dans les nouvelles plantations de cacao, améliorer les stratégies de gestion des arbres et attirer des jeunes agriculteurs dans le secteur, et un éventail croissant de partenariats public-privé sont lancés pour tenter de relever ces défis.

Les problèmes de durabilité environnementale et sociale – en particulier l'élimination du travail des enfants – sont toujours au rang des priorités. On ne sait pas encore si ces problèmes seront

assortis d'exigences réglementaires. Dans le secteur de la pêche, l'UE se lance actuellement dans des réformes réglementaires qui lieront l'accès au marché de l'UE pour les produits de la pêche à la conformité certifiée aux normes environnementales et sociales. Ces développements réglementaires méritent d'être suivis de près, étant donné leur application potentielle au secteur agricole plus largement (par ex. la transition vers la certification des méthodes de production ne recourant pas au travail des enfants comme condition incontournable d'accès au marché).

La demande de cacao produit de manière durable est en hausse. Cependant, la répartition des coûts et bénéfices de la certification de la durabilité le long des chaînes d'approvisionnement n'a pas encore été abordée. Cela est compliqué par la multiplication des systèmes de certification et des interrogations quant à la rigueur des processus de traçabilité appliqués (par exemple, si le cacao produit selon les normes du commerce équitable finit réellement dans des barres de chocolat certifiées commerce équitable). Les producteurs ACP devront être à la pointe de ces tendances en développant des stratégies opérationnelles pour répondre aux craintes sous-jacentes.

Les efforts se poursuivent pour développer le broyage de cacao en Afrique de l'Ouest et centrale, avec toute une série d'investissements réalisés par les entreprises à l'appui de ces efforts. Cependant, un autre domaine d'inquiétude concerne les règlements de l'UE sur les concentrations de cadmium dans les produits à base de cacao et de chocolat.

Un enjeu politique clé a trait aux futures stratégies qui seront déployées pour soutenir le repositionnement des producteurs ACP au sein de la filière mondiale du cacao en réponse aux structures changeantes de la demande mondiale de cacao.

S'agissant des producteurs de cacao fin/aromatisé des Caraïbes et du Pacifique, des efforts sont en cours pour développer des relations plus étroites entre les producteurs et les utilisateurs finaux. Ceci soulève des questions concernant le rôle futur des conseils des produits de base, des solutions pragmatiques étant mises en œuvre dans certains pays pendant que les réformes réglementaires suivent leur cours.

Dans les Caraïbes, il est indispensable de concilier le mouvement vers le renforcement des relations commerciales avec les utilisateurs finaux existants

et les efforts plus généraux visant à promouvoir une transformation locale à plus forte valeur ajoutée du cacao en produits de consommation finale. Dans la région du Pacifique, cependant, l'accent est mis sur le ciblage des segments du marché du cacao offrant de meilleurs prix et en pleine croissance, qui sont plus résistants face au ralentissement économique.

2. Récents développements

Demande, production et évolution des prix au niveau mondial en 2012/13

Demande

La croissance lente et négative sur les principaux marchés mondiaux du cacao (États-Unis et UE) n'a été que partiellement compensée par la hausse de la demande de produits à base de cacao sur les marchés émergents, qui a continué de croître tout au long de 2012. La demande en Europe pour du chocolat haut de gamme ayant une teneur élevée en cacao a été durement touchée par le ralentissement économique.

Tableau I : Situation du marché mondial du cacao (en milliers de tonnes)

	2011/12		2012/13*	Variation (%)
	Estimation précédente	Estimation révisée		
Production mondiale	4 052	4 075	4 003	- 1,80
Broyages mondiaux	3 921	3 948	4 008	1,50
Excédent/déficit	90	86	- 45	
Stocks de fin de saison	1 864	1 838	1 793	- 2,40
Ratio stocks/broyages (%)	47,5	46,6	44,7	

* Prévision.

Source : ICCO, Quarterly bulletin of statistics, 28 février 2013.

En 2012, les broyages de cacao européens (UE et Suisse) ont chuté de 10,3 %, les transformateurs puisant dans les stocks, en réponse à la baisse de la demande des consommateurs. D'après l'Association européenne du cacao, les broyages de cacao ont reculé de 3,9 % au cours du premier trimestre de 2013 par rapport à 2012, représentant la cinquième baisse consécutive des broyages trimestriels. Aux États-Unis, en revanche, les broyages en 2012 sont restés stables par rapport à 2011.

En raison des stocks détenus par les broyeurs en 2011/12, l'Organisation internationale du cacao (ICCO) s'attend à ce que les broyages en 2012/13 augmentent mondialement de 1,5 % pour atteindre 4 008 000 tonnes, contre 3 948 000 tonnes en 2011/12 (un sondage Reuters suggère une augmentation de 2 à 2,5 %).

Les chiffres de la National Confectioners' Association (NCA) des États-Unis – qui incluent les chiffres des États-Unis, du Canada et du Mexique – ont avancé une augmentation surprenante de 6 % des broyages au cours du premier trimestre de 2013, bien supérieure aux estimations initiales de 1 %. Ceci suggère qu'un cap a été franchi en termes de demande. Cependant, bien que l'ICCO prévoie une augmentation de 2,3 % des broyages asiatiques en 2012/13, d'après l'Association du cacao d'Asie, les broyages ont chuté de quelque 10,8 % à 140 062 tonnes, le niveau le plus bas depuis les records de 2011.

Production

D'après l'ICCO, après un excédent très important en 2010/11 (333 000 tonnes) et un excédent bien plus modeste en 2011/12 (86 000 tonnes), il est probable qu'il y ait un déficit d'approvisionnement de 45 000 tonnes en 2012/13, la production mondiale atteignant des

niveaux légèrement inférieurs par rapport à l'année précédente, à 4 003 000 tonnes.

« Un déficit d'approvisionnement global de 45 000 tonnes est attendu en 2012/13 »

Cependant, les conditions climatiques s'améliorent en Afrique de l'Ouest et certains négociants (Cargill) s'attendent à une récolte équilibrée tandis que d'autres (tels qu'Olam) prévoient un léger excédent.

La récolte 2012/13 a commencé en septembre, les marchés mondiaux du cacao craignant l'impact des réformes du secteur du cacao en Côte d'Ivoire. Les accusations de défaillances en ce qui concerne les accords d'approvisionnement en intrants établis par le nouvel organe réglementaire, la Caisse Café Cacao (CCC), conjuguées à un épisode de sécheresse, laissent supposer un déclin de 15 % de la production ivoirienne de cacao.

Cependant, la culture de cacao a pris de l'ampleur en décembre-janvier et des conditions climatiques favorables ont mené à une révision à la hausse des estimations, à des niveaux supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Les prévisions pour la production 2012/13 sont par conséquent inférieures de 1 % à peine aux niveaux de production estimés pour 2011/12 et inférieurs de seulement 2,7 % à ceux de 2010/11.

Les exportations de fèves de cacao brut de Côte d'Ivoire ont atteint 756 052 tonnes (octobre 2012 à mars 2013), soit un volume très proche du volume d'exportations de la saison précédente.

Au Ghana, le deuxième plus grand producteur mondial, la production devrait chuter à 820 000 tonnes en 2012/13 du

fait de facteurs liés au climat (une baisse de 6,7 % par rapport à 2011/12 et de 18,4 % par rapport au niveau élevé de 2010/11). Cependant, le Conseil du cacao du Ghana – connu sous le nom de Cocobod – prévoit une production de 850 000 tonnes pour 2013/14.

« Des pays non ACP semblent s'intéresser de plus en plus à la production de cacao »

Au-delà de l'Afrique de l'Ouest, avec les craintes sur les approvisionnements futurs en cacao face à une demande changeante et en croissance, des pays non ACP semblent s'intéresser de plus en plus à la production de cacao ; c'est le cas en particulier de l'Indonésie, où la production devrait augmenter de 10 % en 2012/13 pour atteindre 500 000 tonnes. Cependant, les exportations indonésiennes de fèves de cacao devraient chuter de 130 000 à 100 000 tonnes du fait de la hausse des broyages de cacao au niveau national.

En mars 2013, les 22 membres du Partenariat pour la durabilité du cacao ont lancé un programme ambitieux pour l'Indonésie : tripler la production de cacao à 1 500 000 tonnes d'ici 2020, soit un développement de la production équivalant à 25 % de la demande mondiale actuelle. Cependant, malgré un programme d'investissement soutenu par le gouvernement d'une valeur de 350 millions \$US, des épidémies et des conditions météorologiques défavorables ont entravé ces efforts.

Néanmoins, l'Indonésie a été en mesure d'attirer des investissements d'entreprises telles que Barry Callebaut, avec notamment la mise en place d'une installation de transformation du cacao conjointe à Makassar, qui devrait être opérationnelle en 2013, et le rachat en décembre 2012 d'une entreprise de cacao du groupe singapourien Petra Foods. Ceci s'inscrit dans le cadre

d'une stratégie de diversification et de repositionnement de marché plus générale du cacao à la lumière de la demande asiatique croissante.

De la même manière, en octobre 2012, Cargill a élargi son programme en faveur du cacao durable à la province du Sulawesi du Sud en Indonésie, en réponse à la demande croissante de cacao en Asie. Ceci faisait suite au lancement en juillet 2011 du Plan en faveur du cacao de Nestlé en Indonésie, visant à doper la production. Le temps dira si ces efforts pour compléter voire remplacer la production de cacao en Afrique de l'Ouest seront couronnés de succès.

Entre 2002/03 et 2010/11, les importations de cacao et de produits à

base de cacao en Chine et en Inde ont augmenté de 350 % et 570 % respectivement.

« Les importations de cacao/ produits à base de cacao de la Chine ont augmenté de 350 % et celles de l'Inde de 570 % entre 2002/03 et 2010/11 »

Cependant, cela s'est fait en partant de niveaux extrêmement faibles de consommation par habitant (0,038 kg et 0,027 kg/tête en Chine et en Inde respectivement), ce qui laisse supposer qu'il reste un énorme potentiel de croissance. Alors que la consommation des produits à base de cacao en Chine augmente dans les zones côtières, le défi consiste à développer cette consommation dans l'intérieur

des terres. Des entreprises telles que Mars s'emploient à promouvoir activement ce développement.

Plus généralement, l'Équateur et le Pérou ont connu une forte croissance de leur production ces dernières années. L'ICCO estime que la production en 2011/12 en Équateur et au Pérou a augmenté de 61 % et 79 %, à 190 000 tonnes et 58 200 tonnes respectivement, même si les mauvaises conditions climatiques affectent la production de la campagne 2012/13. Par ailleurs, l'Équateur exporte environ 65 % de l'approvisionnement mondial de cacao fin/aromatisé, et est un grand concurrent pour les producteurs de cacao des Caraïbes et du Pacifique ciblant les marchés du cacao fin/aromatisé.

Tableau II : Production de fèves de cacao

	2010/11		2011/12 (est.)		2012/13 (prév.)	
	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
Afrique	3 226	74,8	2 905	71,4	2 796	69,7
Cameroun	229	5,3	207	5,1	210	5,2
Côte d'Ivoire	1 511	35	1 486	36,5	1 470	36,7
Ghana	1 025	23,8	879	21,6	820	20,5
Nigeria	240	5,6	230	5,6	210	5,2
Autres	221	5,1	104	2,6	86	2,1
Amérique	562	13	639	15,7	644	16
Brésil	200	4,6	220	5,4	230	5,7
Équateur	161	3,7	190	4,7	190	4,7
Autres	201	4,7	229	5,6	224	5,6
Asie et Océanie	527	12,2	531	13	563	14
Indonésie	440	10,2	450	11	475	11,9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	48	1,1	45	1,1	45	1,1
Autres	39	0,9	36	0,9	43	1
Total mondial	4 314	100	4 075	100	4 003	100

Les totaux et pourcentages reflètent des arrondis dans le document source.

Source : ICCO, Quarterly bulletin of statistics, 28 février 2013.

Prix

Malgré les prévisions d'un déficit d'approvisionnement en 2012/13, les prix des fèves de cacao n'ont pas augmenté.

« Malgré les prévisions d'un déficit d'approvisionnement en 2012/13, les prix des fèves de cacao n'ont pas augmenté »

En effet, la moyenne annuelle est passée de 3 132,98 \$US/tonne en 2010 à 2 980,04 \$US en 2011 et 2 391,86 \$US en 2012, pour baisser encore à une moyenne de 2 208,83 \$US/tonne au cours des trois premiers mois de 2013. Ce niveau de prix est cependant toujours supérieur à la moyenne des années 1990 et de la majorité des années 2000. Les broyeurs doivent maintenant reconstituer leurs stocks de fèves de cacao, et les prix du cacao devraient être dopés durant la fin de 2013. Mais les analystes se montrent plutôt prudents dans leurs estimations des hausses probables des prix, prévoyant une augmentation de 2 % à 4 % seulement d'ici la fin de l'année (voir article *Agritrade* « [Perspectives pour les prix du cacao en 2013](#) », 18 mars 2013).

Malgré les craintes portant sur les approvisionnements à long terme de cacao et les efforts afférents visant à promouvoir la production dans les zones de culture traditionnelles, les chutes des cours mondiaux du cacao pourraient compromettre les réformes en Côte d'Ivoire, qui reste encore le plus gros producteur mondial de cacao. Si les prix payés aux producteurs restent faibles en dépit des prix mondiaux actuels, cela pourrait les inciter à abandonner la production de cacao et nuire aux efforts actuels pour consolider le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest.

Développements politiques de l'UE et secteur du cacao

Le règlement (UE) 853/2011 du 19 août 2011 sur les teneurs maximales pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les denrées alimentaires est entré en vigueur le 1er septembre 2012. Il préconisait un test plus complet des fèves de cacao et des produits dérivés pour déceler la présence de HAP cancérigènes, débouchant sur le rejet en décembre 2012 d'un lot de 2 000 tonnes de fèves de cacao provenant du Cameroun, après détection de concentrations élevées de HAP par les inspecteurs sanitaires.

En avril 2013, l'UE a également renforcé sa réglementation sur les concentrations de cadmium dans les fèves de cacao, après un rapport de janvier 2012 rédigé par un panel scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, qui recommandait que les importations de cacao contenant plus de 0,2 mg/kg de cadmium soient rejetées. Même si cela affecte essentiellement le cacao d'origine latino-américaine, le Cameroun et, dans une moindre mesure, le Ghana sont également touchés (voir article *Agritrade* « [Le cadmium dans le cacao et le chocolat en ligne de mire de Bruxelles](#) », 9 septembre 2012).

Le gouvernement du Cameroun a ainsi pris des mesures pour réaliser des analyses plus rigoureuses des fèves avant exportation, et agi contre les pratiques de séchage non conformes qui peuvent augmenter les concentrations de cadmium. Les pays producteurs de cacao avaient précédemment réclamé un délai de cinq ans pour la mise en œuvre de cette réglementation afin de laisser plus de temps aux producteurs pour s'ajuster aux nouvelles exigences.

Tendances et problèmes émergents dans le secteur du cacao

La nature pluridimensionnelle des questions de durabilité dans le secteur du cacao

La durabilité de la production de cacao était inscrite au rang des priorités de l'agenda de la Conférence mondiale sur le cacao de novembre 2012, organisée en Côte d'Ivoire. La déclaration d'Abidjan sur le cacao faite à l'issue de la rencontre a présenté des propositions plus détaillées dans le cadre de l'Agenda mondial pour le cacao, en vue de créer un avenir durable pour le secteur du cacao.

La durabilité est un aspect présentant un intérêt commercial pour les transformateurs et utilisateurs de cacao, puisque le manque d'investissements dans de nouveaux cacaoyers, les maladies, les faibles rendements, les mauvaises pratiques agricoles, le vieillissement des cultivateurs et la concurrence croissante des autres cultures menacent la disponibilité du cacao à l'heure d'une hausse de la demande mondiale.

Du côté de la demande, des préoccupations environnementales liées à la déforestation et des préoccupations sociales concernant le recours au travail des enfants augmentent l'intérêt pour le cacao certifié comme étant durablement produit. Alors qu'un examen réalisé en 2012 par KPMG pour l'ICCO avait révélé que 6 % seulement des approvisionnements mondiaux de cacao étaient produits dans des conditions pouvant prétendre à la certification durable, la demande de cacao durablement produit ne cesse d'augmenter.

Sont révélateurs de cette tendance l'engagement des utilisateurs de cacao néerlandais à n'employer que du cacao durable à l'horizon 2025 et le lancement en Allemagne du Forum du cacao durable en 2012. En outre, un

nombre croissant d'entreprises (Mars, Barry Callebaut, Ferrero et, à compter de 2012, Hershey) se sont engagées à utiliser uniquement du cacao durable à l'horizon 2020. Ces décisions sont soutenues par des engagements financiers substantiels de ces entreprises.

« Un nombre croissant d'entreprises se sont engagées à utiliser uniquement du cacao durable à l'horizon 2020 »

Les préoccupations relatives à l'approvisionnement en cacao et les pressions de la demande ont conduit au lancement en 2012/13 d'un nombre croissant d'initiatives de durabilité soutenues par les utilisateurs de cacao (voir encadré : Initiatives de durabilité en 2012/13).

Développement des broyages de cacao dans les pays ACP : tendances en 2012/13

Traditionnellement, les broyages de cacao d'un pays servaient d'indicateur de la demande nationale de produits à base de cacao. Aujourd'hui, cela n'est plus le cas, étant donné l'augmentation de la capacité de broyage dans les pays en développement qui ne consomment pas beaucoup de chocolat.

Les Pays-Bas restent le plus grand broyeur de cacao au monde (500 000 tonnes), mais, grâce aux investissements dans les installations de transformation de cacao en Côte d'Ivoire depuis 2008, ils ont aujourd'hui une capacité de broyage de cacao installée de 532 000 tonnes – même si 75 % seulement de cette capacité (400 000 tonnes) sont réellement utilisés.

La vaste réforme du secteur du cacao qui est en cours en Côte d'Ivoire a pour ambition de transformer sur place 50 % de la production du pays (35 % actuel-

Initiatives de durabilité en 2012/13

Développer des chaînes d'approvisionnement durables

- En novembre 2012, Mondelez International a annoncé qu'il envisageait d'investir 400 millions \$US dans sa chaîne d'approvisionnement au cours des dix prochaines années pour garantir un approvisionnement en cacao durable.
- En 2011/12, Barry Callebaut a investi 5 millions CHF sur 40 millions CHF engagés au titre de son initiative Cocoa Horizons pour promouvoir un approvisionnement durable en cacao.
- À la suite de la Conférence mondiale sur le cacao en avril 2013, les fabricants et marchands de chocolat (Barry Callebaut, Cargill et Mars) ont financé une initiative pour distribuer gratuitement 20 000 tonnes d'engrais spécial pour cacao, conçu pour les conditions de sols et de climat de la Côte d'Ivoire (demande potentielle totale de 450 000 tonnes).
- Au Cameroun, en février 2013, 400 producteurs de cacao supplémentaires ont été certifiés par UTZ, dans le cadre d'un programme plus général visant à satisfaire aux exigences de durabilité sur le marché néerlandais, qui absorbe 70 % des exportations de cacao du Cameroun. Barry Callebaut soutient également les agriculteurs locaux dans les régions du centre du Cameroun, dans le cadre de l'obtention de la certification Rainforest Alliance.
- Le secteur du cacao au Ghana, quant à lui, finalisera en 2015 les normes de certification de la production de cacao stipulées par la Fondation mondiale du cacao.
- En Côte d'Ivoire, en 2012, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a lancé son programme New Generation visant à fournir une formation et un soutien financier aux jeunes cultivateurs de cacao.
- Au niveau régional, dans le cadre de l'initiative africaine en faveur du cacao, la Fondation mondiale du cacao, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Initiative néerlandaise pour le commerce durable (IDH) se sont engagées dans un programme d'assistance de 14 millions \$US pour compléter les mécanismes de soutien au cacao cultivé localement au Ghana, au Cameroun, au Nigeria et en Côte d'Ivoire, dans le but d'améliorer les rendements du cacao.

Protéger les forêts tropicales

- Une initiative multi-partite impliquant des agences gouvernementales, des bailleurs de fonds officiels, des ONG et des entreprises privées a été lancée pour protéger le parc national de Taï dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Les producteurs de cacao reçoivent une formation en matière de production de cacao durable, tandis que Barry Callebaut (en coopération avec Rainforest Alliance) crée des pépinières pour des arbres d'ombrage indigènes et des plants de cacao, lance un programme de plantation et promeut de bonnes pratiques agricoles.

lement), les investissements actuels suggérant que cette stratégie est en bonne voie. Olam devrait lancer les opérations pour une usine de transformation d'une capacité de 70 000 tonnes par an d'ici la fin 2013 (coût : 60 millions \$US). Le chocolatier français Cémoi a annoncé en juillet 2012 qu'il entendait augmenter sa capacité de broyage de 70 000 tonnes à 100 000 tonnes (pour un coût de 2 milliards FCFA). L'entreprise algérienne de transformation alimentaire Cevital, quant à elle, a annoncé dans ses plans de juin 2012 qu'elle comptait investir dans la transformation de cacao en Côte d'Ivoire, en tant que première étape pour se développer à l'étranger, tandis qu'en juin 2011 la Compagnie chérifienne de chocolaterie du Maroc a commencé la construction d'une usine de production de chocolat au Cameroun, au travers de sa filiale locale Cameroon Investment Company.

« Il y a une concurrence croissante des zones de production non ACP situées plus près des régions connaissant une expansion de la demande »

Un grand défi sera de consolider ces plans d'investissement et de garantir l'utilisation de la pleine capacité face à la concurrence croissante des zones de production non ACP situées plus près des régions connaissant une expansion de la demande pour les produits à base de cacao.

Développements dans les secteurs du cacao d'Afrique de l'Ouest et centrale en 2012/13

La réforme du secteur du cacao en Côte d'Ivoire

L'événement le plus important en Afrique de l'Ouest en 2012/13 a été le déploiement des réformes du secteur

Éliminer le travail des enfants

- Nestlé a volontairement soumis son système d'acquisition en cacao à la Fair Labor Association basée à Washington. Cependant, en juin 2012, il a été annoncé que le travail des enfants continuait à entacher la chaîne d'approvisionnement de Nestlé. L'entreprise s'est immédiatement engagée à mettre en œuvre les recommandations de l'examen.
- En juillet 2012, sous les auspices de la Conférence mondiale sur le cacao, un programme multi-agences a été lancé en vue de fournir un enseignement et une formation dans le cadre d'une initiative visant à éliminer le travail des enfants.
- En novembre 2012, le fonds de pension américain « Louisiana Municipal Police Employees' Retirement System », actionnaire de Hershey, a porté plainte contre le groupe chocolatier Hershey pour violation des lois fédérales en matière de trafic d'enfants dans le cadre de ses accords d'approvisionnement en Afrique de l'Ouest.

du cacao en Côte d'Ivoire. Fin janvier 2012, la CCC a vendu à l'avance 70-80 % de sa récolte prévue pour 2012/13 afin de calculer le prix minimum garanti pour les agriculteurs pour la prochaine campagne. Le prix payé au producteur de cacao a été établi à 725 FCFA/kg (1,45 \$US/kg) au début de la campagne allant d'octobre 2012 à mars 2013. Si ce prix était inférieur au prix indicatif 2011/12 (1 000 FCFA), reflétant les cours mondiaux plus bas, il était néanmoins supérieur au prix réel payé aux agriculteurs (500-700 FCFA).

On ne sait pas clairement dans quelle mesure les prix minimums garantis sont respectés. Bien que la CCC ait condamné 14 acheteurs pour avoir payé moins que le prix minimum, les producteurs de cacao affirment qu'il n'y a pas assez d'agents de la CCC sur le terrain pour faire respecter la mesure.

Le déclin continu des prix mondiaux a entraîné une réduction du prix à la mi-saison, à 680 FCFA, c'est-à-dire moins que le niveau de prix plancher. Le gouvernement a par conséquent dû puiser dans le Fonds de réserve (financé par une taxe de 50 FCFA/kg), qui a été établi dans le cadre du pro-

cessus de réforme visant à maintenir un prix minimum payé aux agriculteurs. Au début du mois d'avril 2013, le Fonds de réserve comptait plus de 50 milliards FCFA.

Il semble que certains marchands aient proposé entre 500 et 600 FCFA/kg. Un litige portant sur les déductions de coûts autorisées pour transporter le cacao a encore compliqué la situation (des coûts qui sont gonflés par les pots-de-vin et les taxes illégales prélevées aux barrages routiers – voir article *Agritrade* « [Le succès de Borderless Alliance laisse présager des bénéfices agricoles à long terme](#) », 1er juillet 2013).

Dans le cadre du processus de réforme, lors de l'ouverture de la saison 2012/13, la CCC a durci les normes de qualité appliquées au cacao afin d'essayer de renforcer la position de marché de la Côte d'Ivoire. Le taux de moisissure maximum autorisé a été établi à 4 % et le taux d'humidité maximum à 8 % (fixés à 8 % et 12 % respectivement lors de la campagne 2011/12). Les fèves avec des taux d'humidité dépassant 9 % ont été rejetées au port d'embarquement.

En octobre 2012, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a supprimé l'allègement fiscal en place depuis 20 ans (droit unique de sortie, ou DUS) qui avait été octroyé pour le broyage de cacao local par Cargill, Barry Callebaut, Cémoi et ADM (Archer Daniels Midland Company). Cet allègement fiscal, qui avait été introduit en tant que mesure temporaire pour doper l'investissement et l'emploi, était devenu permanent et était considéré par des exportateurs concurrents comme offrant un avantage déloyal aux entreprises bénéficiaires. En 2010, cela avait coûté 34 milliards FCFA – soit 68 % du financement actuel du Fonds de réserve – pour soutenir les prix payés aux producteurs.

Octobre 2012 a également été marqué par l'introduction d'une nouvelle structure fiscale pour les exportations de produits à base de cacao semi-transformés.

Production de cacao au Ghana

Au début de la campagne agricole 2012/13, les prix payés aux producteurs du Ghana étaient plus élevés qu'en Côte d'Ivoire, à 3 392 cedis par tonne (870 FCFA contre 725 FCFA en Côte d'Ivoire). En outre, la contrebande entre la Côte d'Ivoire et le Ghana semblait avoir été contenue. Cela peut s'expliquer par :

- des retards de paiement des producteurs de cacao ;
- des taux de taxation plus élevés au Ghana ;
- une dépréciation de la devise ghanéenne, le cedi.

« Il a même été fait état d'un trafic de cacao du Ghana vers la Côte d'Ivoire »

Il a même été fait état d'un trafic de cacao du Ghana vers la Côte d'Ivoire.

Production de cacao au Nigeria

D'après l'Association du cacao du Nigeria, de bonnes pluies et un temps chaud sur la plupart des régions de culture de cacao du Nigeria pourraient faire grimper la production de cacao d'au moins 30 % au cours de la campagne 2012/13, à 260 000 tonnes, contre 200 000 tonnes en 2011/12 (250 000 tonnes en 2010/11). Le gouvernement nigérian entend augmenter la production de cacao à 500 000 tonnes d'ici 2015, même si les agriculteurs se sont montrés sceptiques quant au réalisme de cet objectif.

« Le gouvernement nigérian entend augmenter la production de cacao à 500 000 tonnes d'ici 2015 »

Après le refus du Nigeria de parapher un accord de partenariat économique (APE) en décembre 2007, en 2013, la Cocoa Processors Association of Nigeria (COPAN) a attiré l'attention du gouvernement fédéral sur le droit de douane de 6 % que l'UE imposait aux importations de cacao transformé nigérian. Aucun droit de douane n'étant imposé sur le cacao brut, la COPAN affirme que les Nigériens sont maintenant plus attirés par l'exportation de cacao brut vers l'UE, ce qui selon eux « est en train de tuer les entreprises qui ont investi des milliards pour établir des usines de transformation de cacao ».

Production de cacao au Cameroun

Le Cameroun dispose d'une solide politique en faveur du cacao mais, en termes de volume, les progrès sont plutôt lents. En 2011/12, la production a atteint 200 000 tonnes et, d'après les estimations nationales, elle devrait se situer entre 220 000 et 250 000 tonnes en 2012/13. Les estimations de l'ICCO sont légèrement inférieures.

À la fin mars 2013, les exportations de cacao du Cameroun ont atteint 183 300 tonnes, soit un volume supérieur de 12 % à celui de la période correspondante en 2012. En 2011/12, le Cameroun a exporté 180 000 tonnes, contre 200 083 tonnes au cours de la campagne 2010/11, en raison d'une saison sèche prolongée, d'attaques de ravageurs et de maladies.

D'après le Conseil national du cacao et du café, entre août 2012 et février 2013, les broyeurs de cacao du Cameroun ont acheté 27 212 tonnes, contre 25 667 tonnes durant la même période en 2011/12. Le Cameroun possède deux entreprises de broyage : Sic-Cacaos, une filiale de Barry Callebaut, et Cameroun Investment Company (CIC), une filiale de la Compagnie chérifienne de chocolaterie du Maroc, qui a démarré la production à la fin de l'année dernière. Chococam, une filiale de Tiger Brands d'Afrique du Sud, est active dans la production de chocolat.

« La production de cacao biologique suscite de plus en plus d'intérêt au Cameroun »

La production de cacao biologique suscite de plus en plus d'intérêt au Cameroun tout comme le cacao d'origine. En outre, des réformes fiscales sont en cours pour encourager l'investissement dans la transformation locale.

Initiatives régionales de contrôle des ravageurs et des maladies

« En Afrique de l'Ouest, les ravageurs et les maladies sont les principaux défis qui se posent à une économie cacaoyère durable »

En Afrique de l'Ouest, les ravageurs et les maladies sont les principaux défis qui se posent à une économie cacaoyère durable, représentant plus

de 40 % des pertes de culture au niveau mondial et se traduisant par des revenus amoindris pour les producteurs de cacao. L'apparition récente de plantes parasites telles que le gui et les épiphytes est particulièrement inquiétante.

En avril 2013, l'ICCO, le Common Fund for Commodities, l'Association européenne du cacao, Mars et Mondelez International ont lancé un projet de lutte intégrée contre les ravageurs et les pathogènes du cacao en Afrique (pour un coût estimé de 3,2 millions \$US) avec le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Togo. L'Institut de recherche sur le cacao du Ghana entend coordonner le renforcement de la capacité nationale et régionale pour la surveillance des ravageurs, la détection précoce, l'éradication et la lutte continue contre les ravageurs et les pathogènes existants et invasifs.

Développements dans les secteurs du cacao des Caraïbes et du Pacifique

Caraïbes

D'après les estimations de l'ICCO, la production de cacao dans les Caraïbes atteignait 66 900 tonnes en 2011/12. Sur les cinq dernières années, elle a augmenté de 28 % mais, avec la hausse de la production en Équateur et au Pérou, sa part dans la production totale de cacao de l'Amérique est passée de 11,1 % en 2007/08 à 10,6 % en 2011/12. Cependant, sa part dans la production mondiale a augmenté de 1,3 % à 1,6 % entre 2007/08 et 2011/12 (estimation).

La République dominicaine (RD) est de loin le plus gros producteur de cacao caribéen, avec 60 000 tonnes. En 2011/12, environ 5 000 tonnes ont été broyées dans le pays, contre 6 200 tonnes en 2009/10.

La RD est le principal exportateur de cacao biologique et commerce équitable. Bien que les tonnages soient modestes (15 000 tonnes sur un total de 62 385 tonnes en 2009), « ils augmentent considérablement la visibilité de la RD sur des marchés particuliers ». En effet, « au Royaume-Uni et dans d'autres pays, un nombre croissant de barres de chocolat sont explicitement commercialisées comme utilisant des fèves approvisionnées en RD ». La RD a effectivement commercialisé certains types de cacao de façon à obtenir des primes sur les prix.

« La République dominicaine semble "idéalement placée pour consolider encore sa position sur le marché chocolatier mondial" »

L'analyse suggère que la RD est « idéalement placée pour consolider encore sa position sur le marché chocolatier mondial, qui connaît une augmentation de la demande de cacao de qualité supérieure produit de manière éthique » (voir article [Agritrade « Renforcer la chaîne d'approvisionnement interne est essentiel pour assurer l'avenir du secteur du cacao de la République dominicaine »](#), 1er juillet 2013).

Entre 2009 et 2012, un projet coordonné par la National Confederation of Dominican Cocoa Growers (CONACADO) parmi les 1 200 petits producteurs (3 % des producteurs) a été en mesure de doper la productivité par hectare de 46 %. En outre, les opérations de la CONACADO ont été restructurées en trois unités séparées s'occupant des activités techniques, financières et de marketing. Cela s'inscrit dans le cadre d'un processus plus vaste de restructuration parapublique dans la région.

Les réformes jamaïcaines sont en passe de regrouper les fonctions régle-

mentaires de divers organes para-étatiques dans un seul organe, tout en retirant un quelconque rôle commercial à ces organismes. Ce processus de réforme prévoit une division pragmatique des effectifs entre la Jamaica Cocoa Farmers' Association (JCFA) et le Jamaica's Cocoa Industry Board durant cette transition. La JCFA entrevoit des possibilités de commercialisation du cacao fin/aromatisé jamaïcain en Belgique, en Allemagne, au Japon et en Arabie saoudite, susceptibles de procurer de meilleurs prix (voir article [Agritrade « Les revenus des producteurs jamaïcains de cacao sont dopés grâce à des solutions pragmatiques en attendant une législation »](#), 3 juin 2013).

« Certains gouvernements caribéens cherchent à bâtir des industries de transformation du cacao à plus forte valeur ajoutée »

Tandis que certains gouvernements caribéens cherchent à bâtir des industries de transformation du cacao à plus forte valeur ajoutée, les conseils constitués par les gouvernements au Guyana et à Trinité-et-Tobago continuent de lutter pour affirmer leur leadership stratégique dans le développement d'un secteur largement basé sur les petits exploitants. L'espoir est que le lancement en novembre 2012 du Cocoa Research Centre (CRC) à Trinidad conduira au développement de nouveaux produits, de nouveaux processus et d'une meilleure commercialisation de produits à base de cacao haut de gamme et à plus forte valeur ajoutée. Si le CRC est capable de lancer avec succès sa propre barre de chocolat de qualité supérieure, et s'il est apte à soutenir efficacement les petits chocolatiers indépendants existant dans la région, il sera alors possible de développer une industrie de chocolats haut de gamme à plus forte valeur ajoutée dans les Caraïbes.

Pacifique

D'après les estimations de l'ICCO, Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), les îles Salomon et le Vanuatu ont ensemble produit 50 700 tonnes de cacao en 2011/12, soit 1,2 % de la production mondiale. Il s'agit là d'une baisse par rapport aux 59 400 tonnes produites en 2008/09 mais d'une hausse par rapport au plus bas de 39 400 tonnes en 2009/10. Aucun broyage n'a été effectué dans les pays ACP du Pacifique. La PNG représente 88 % de la production de cacao des pays ACP du Pacifique (45 000 tonnes).

« La région Pacifique s'intéresse de plus en plus à la production de cacao biologique »

La région Pacifique s'intéresse de plus en plus à la production de cacao biologique (voir article *Agritrade* « [L'agriculture biologique au Vanuatu : la voie à suivre](#) », 18 mai 2013). Même si au niveau mondial la production de cacao biologique a doublé depuis 2003, en 2012, elle ne représentait encore que 1 % de la production mondiale de cacao, soit 30 000 tonnes. Cependant, le cacao biologique reçoit des primes sur les prix de 200-400 \$US par tonne. Ceci doit être néanmoins mis en rapport avec les coûts plus élevés de la culture du cacao biologique.

3. Implications pour les pays ACP

Veiller à ce que les marchés fournissent des revenus nets durables aux producteurs de cacao

La demande croissante de produits certifiés durables soulève la question

de la répartition des coûts et bénéfices de cette certification de la durabilité le long de la chaîne d'approvisionnement. La réalité est que la certification de la durabilité devient la norme de l'industrie dans les marchés bien établis, et que toute prime sur les prix actuellement en vigueur est vouée à disparaître.

Cela exigera une certaine forme d'initiative structurée pour promouvoir le dialogue le long des chaînes d'approvisionnement sur la répartition des coûts de la conformité et de la certification de la durabilité, dans le but d'engager des initiatives axées sur le marché, visant à assurer des prix et des revenus nets durables et rémunérateurs aux producteurs de cacao. À défaut d'obtenir les revenus nets rémunérateurs qui offrent un niveau de vie décent aux producteurs de cacao, les impératifs économiques qui influent sur les schémas non durables de la production de cacao mineront les efforts actuels visant à promouvoir des formes plus durables de production de cacao.

Faire face aux normes sanitaires et phytosanitaires et de sécurité des denrées alimentaires plus strictes

L'aide pour le commerce s'avère nécessaire pour aider les producteurs de cacao ACP à :

- améliorer les techniques de séchage pour réduire les concentrations en cadmium ;
- renforcer les systèmes de contrôle liés aux techniques de séchage utilisées ;
- renforcer la base technique pour les contrôles avant exportation ;

- mobiliser l'expertise scientifique et technique requise pour permettre aux producteurs de cacao ouest-africains d'engager un dialogue constructif avec l'UE sur les concentrations de cadmium autorisées dans les différents produits à base de chocolat.

Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement internes du cacao en Afrique

Malgré le succès d'ensemble des réformes du secteur du cacao en Côte d'Ivoire, il reste beaucoup de tensions le long des chaînes d'approvisionnement internes. Celles-ci pourraient être apaisées si des mesures efficaces étaient prises pour réduire les coûts associés aux barrages routiers et aux contrôles illégaux, qui contribuent à priver la chaîne d'approvisionnement du cacao de sa valeur. Ceci s'inscrit dans le cadre d'un agenda plus général de changement de politique, où certains progrès sont réalisés dans le cadre du programme de gouvernance routière Borderless Alliance. Ces efforts doivent être élargis et consolidés en Côte d'Ivoire et au Ghana, avec un accent particulier sur les corridors d'approvisionnement du cacao et le trafic transfrontalier.

Tirer parti de la demande asiatique croissante

La hausse de la demande en Asie offre des opportunités pour repositionner les producteurs de cacao ACP au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales du cacao/chocolat/confiseries. La grande question est de savoir comment utiliser la demande mondiale croissante pour promouvoir les investissements dans la transformation à plus forte valeur ajoutée afin de desservir plus directement les marchés émergents en Asie (et potentiellement,

à plus long terme, en Afrique). Alors que des progrès ont été accomplis pour développer le broyage local dans les principaux pays africains producteurs de cacao, il convient de garder à l'esprit que les grandes entreprises de transformation du cacao et du chocolat sont elles-mêmes en train d'investir dans ce repositionnement stratégique à la lumière de leurs propres besoins d'entreprise (les derniers investissements en Indonésie sont révélateurs à cet égard).

Ces éléments suggèrent qu'il conviendra de veiller tout particulièrement à concevoir des stratégies pour promouvoir la transformation locale à plus forte valeur ajoutée, ceci étant étroitement lié à la consolidation et au développement de la base de la production de cacao.

Développer une coopération pan-ACP dans les stratégies de commercialisation du cacao fin

Dans les régions des Caraïbes et du Pacifique, des efforts sont en cours pour développer de nouveaux accords de commercialisation pour le cacao fin/aromatisé et biologique. Il existe déjà un organisme ayant de l'expérience dans la commercialisation différenciée de cacao parmi les pays ACP, ce qui suggère que les pays ACP producteurs de cacao fin/biologique gagneraient à partager leurs expériences. Cela pourrait couvrir des domaines tels que :

- la garantie que les normes de qualité requises sont respectées de manière régulière ;

- le développement d'organisations de producteurs ;
- le renforcement de l'image de marque et des capacités de commercialisation des organisations de producteurs et la négociation de stratégies pour traiter avec les entreprises de confiserie.

Cependant, ces initiatives doivent être mises en balance avec les efforts concurrents visant à développer la production locale de produits de consommation à base de cacao de qualité supérieure.

Principales sources

1. Ghanaian German Economic Association, « Cocoa farmers in trouble », 19 avril 2013
<http://www.ggea.net/news-events/news/african-cocoa-farmers-in-trouble.html>
2. Agence Ecofin, « Omer Maledy : "Le cacao camerounais peut être classé comme cacao de niche" », 1er avril 2013
<http://www.agenceecofin.com/cacao/0104-9928-omer-maledy-le-cacao-camerounais-peut-etre-classe-comme-cacao-de-niche>
3. *Africa Report*, « Cadmium contamination menaces cocoa exports », par N.D. Ramzi, 9 avril 2013
<http://www.theafricareport.com/East-Horn-Africa/cadmium-contamination-menaces-cocoa-exports.html>
4. National Confectioners Association, letter confirming the fourth quarter statistics given to the ICE futures US, par J. Elleck, 17 janvier 2013
<http://www.candyusa.com/files/4th%20qtr%202012%20report.pdf>
5. Mintel, « India's craving for chocolate unwraps business opportunities for manufacturers », 7 novembre 2012
<http://www.mintel.com/press-centre/press-releases/968/indias-craving-for-chocolate-unwraps-business-opportunities-for-manufacturers>
6. Barry Callebaut, « New cocoa partnership between two leading companies: Barry Callebaut and P.T. Comextra Majora enter into joint venture in Indonesia », 18 novembre 2011
<http://www.barry-callebaut.com/news?group=corporate,year=2011,lang=en,keyword=,page=1,release=7621,read=en>

7. Cargill, « Cargill extends its world leading sustainable cocoa program to Indonesia », 18 octobre 2012

<http://www.cargill.co.id/en/news/NA3067977.jsp>

8. Nestlé Cocoa Plan, « Indonesia », non daté

<http://www.nestlecocoaplan.com/cocoa-origins/indonesia/>

9. Euromonitor International, « Chocolate confectionery in China », novembre 2012

<http://www.euromonitor.com/chocolate-confectionery-in-china/report>

10. ICCO, « African cocoa coalition signs Abidjan Declaration », 22 juillet 2013

<http://www.icco.org/home/latest-news.html>

11. *Commodafrica.com*, « Festicacao 2012 : Le Cameroun à l'aube d'une nouvelle ère cacaoyère », 12 novembre 2012

http://commodafrica.com/fr/actualites/matieres_premieres/festicacaocameroun

12. ICCO/KPMG, « Study on the costs, advantages and disadvantages of cocoa certification », octobre 2012

http://www.icco.org/about-us/international-cocoa-agreements/cat_view/30-related-documents/37-fair-trade-organic-cocoa.html

13. *Confectionerynews.com*, « Mondelez pumps \$400m in sustainable cocoa supply chain », par O. Nieburg, 19 novembre 2012

<http://www.confectionerynews.com/Commodities/Mondelez-pumps-400m-in-sustainable-cocoa-supply-chain>

À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en octobre 2013 afin de prendre en compte les développements depuis octobre 2012. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvées en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution conjointe ACP-UE active dans le développement agricole et rural des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le CTA a pour mission de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, et encourage une gestion durable des ressources naturelles. Cela est réalisé en fournissant des produits et services permettant un meilleur accès à l'information et des connaissances, facilitant le dialogue politique et de renforcement des capacités des institutions de développement agricole et rural et des communautés dans les pays ACP.

Centre Technique de Coopération
Agricole et Rurale (ACP-EU)
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Tel: +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int